

Pour Valls, le jour de guerre est arrivé

Le premier ministre a été ovationné par tous les députés, mardi, lors de l'hommage aux victimes des attentats

Verbatim

“ Oui, la France est en guerre contre le terrorisme, le djihadisme et l'islamisme radical. La France n'est pas en guerre contre une religion. La France n'est pas en guerre contre l'islam et les musulmans. La France protégera, et le président de la République l'a également rappelé ce matin, la France protégera, comme elle l'a toujours fait, tous ses concitoyens, ceux qui croient comme ceux qui ne croient pas. Avec détermination, avec sang-froid, la République va apporter la plus forte des réponses au terrorisme, la fermeté implacable dans le respect de ce que nous sommes, un Etat de droit. ”

Manuel Valls, à l'Assemblée nationale, mardi 13 janvier.

[\[-\] fermer](#)

Cinq standing ovations en moins de quarante-cinq minutes, des députés conquis sur tous les bancs de l'Assemblée nationale, certains même avec les larmes aux yeux... Le discours prononcé par Manuel Valls, mardi 13 janvier, lors de l'hommage rendu par la représentation nationale aux dix-sept victimes des attentats de la semaine dernière à Paris, restera dans les annales parlementaires. Il a été à la hauteur de la réaction des quelque quatre millions de Français qui ont marché, dimanche, pour *Charlie Hebdo* et pour la liberté. Demandée dans la rue par les citoyens, cette union nationale que beaucoup pensaient éphémère a réussi, mardi, à gagner les cœurs et les consciences de leurs représentants.

Porté par *La Marseillaise*, qui avait auparavant envahi l'Hémicycle en conclusion de la minute de silence solennelle – “ *Ça m'a pris aux tripes et je pense que ça a joué dans mon discours* ”, confiera-t-il plus tard –, le premier ministre a su trouver les mots pour entretenir le “ *feu ardent* ” du 11 janvier, comme François Hollande, quelques heures plus tôt, l'avait fait lui aussi à la préfecture de police lors de la cérémonie d'hommage

aux trois policiers tués dans les attentats.

" Un moment historique "

Fait rarissime, les paroles du chef du gouvernement ont été unanimement saluées par l'ensemble des députés, tous partis confondus. " *En dix ans à l'Assemblée, je n'ai jamais entendu un discours aussi fort que celui de Manuel Valls* ", a déclaré, dithyrambique, Yves Jégo, le vice-président de l'UDI. " *Un beau discours républicain* ", a également reconnu l'UMP Eric Ciotti. Le raz-de-marée a été tel qu'il a réussi à éteindre les continuelles divisions qui, depuis deux ans et demi, agitent le groupe socialiste.

Cette fois, tous les élus PS se sont rangés derrière M. Valls. " *Un discours sublime, à méditer* ", a commenté Arnaud Leroy, proche d'Arnaud Montebourg. " *Un moment historique* ", a ajouté Mathieu Hanotin, à l'aile gauche du PS. " *Manuel a incarné la République, il a su toucher tous les députés* ", selon Olivier Faure, proche de l'ancien premier ministre Jean-Marc Ayrault. Même l'ancien ministre de la ville et lieutenant de Martine Aubry François Lamy a trouvé le chef du gouvernement " *excellent* ", ajoutant que " *c'est le meilleur discours qu'il pouvait prononcer dans ces moments-là* ". Du jamais-vu depuis la nomination de Manuel Valls à Matignon, le 31 mars 2014.

Fidèle à lui-même, le premier ministre a livré un discours de " *vérité* ", repoussant tout " *angélisme* " et invitant chacun à " *regarder les faits en face* " après la semaine qui a ensanglanté la France. Il a rappelé que, malgré le coup d'arrêt porté aux crimes des frères Kouachi et d'Amedy Coulibaly, " *des risques sérieux et très élevés demeurent* ", et que " *la France est en guerre contre le terrorisme, le djihadisme et l'islamisme radical* ".

Alors que l'UMP, par la voix de son président de groupe, Christian Jacob, l'exhortait à faire adopter une législation d'exception, quitte à " *restreindre pour un moment les libertés publiques et la liberté individuelle de quelques-uns* ", M. Valls a refusé d'emprunter un tel chemin. " *A une situation exceptionnelle doivent répondre des mesures exceptionnelles. Mais je le dis avec la même force : jamais des mesures d'exception qui dérogeraient au principe du droit et des valeurs* ", a-t-il déclaré. Un distinguo républicain qui a rassuré l'ensemble de la gauche, opposée à tout " *Patriot Act* " à la française.

Sur le front sécuritaire, le premier ministre a néanmoins annoncé un renforcement des mesures pour lutter contre le terrorisme et la propagation de l'islamisme radical dans le pays. Quartiers spécifiques dans les prisons pour les détenus djihadistes, augmentation des moyens des services de renseignement, création d'un fichier des personnes condamnées pour terrorisme, transfert des données des passagers aériens à risque, surveillance d'Internet et des réseaux sociaux, signalement des jeunes délinquants en voie de radicalisation possible... M. Valls a décidé de frapper fort. Jusqu'à sa désignation d'une " *menace intérieure* " et sa condamnation d'un " *nouvel antisémitisme né dans nos quartiers, sur fond d'Internet, de paraboles, de misère, des détestations de l'Etat d'Israël* ".

Et s'il veut " *protéger* " les Français de religion musulmane et refuse qu'ils " *aient honte* ", il leur a aussi demandé de mener en leur sein un " *débat* " pour écarter et condamner " *le conservatisme et l'obscurantisme* ". Autant de formules qui, il y a peu, auraient provoqué de vives réactions à gauche mais qui, mardi, ont toutes été applaudies

sans aucune hésitation.

Aggiornamento

Manuel Valls, longtemps considéré au PS comme trop " *droitier* ", serait-il parvenu en moins d'une heure à imposer à ses camarades socialistes une mue idéologique que beaucoup refusaient depuis des années ? Plusieurs semblent le croire. " *On est à un tournant. Mais ce n'est pas Valls qui l'impose, ce sont les événements de la semaine dernière et la réaction des Français* ", explique M. Hanotin.

Le PS avait déjà fait son aggiornamento sur les questions de sécurité à l'époque du gouvernement Jospin et plus encore après le 21 avril 2002, poussé alors par ses élus locaux et ses maires de banlieue, dont un certain Manuel Valls à Evry. Mais serait-il en passe de monter encore d'un cran sur ces sujets ? " *Depuis une semaine, plus rien ne sera jamais comme avant, estime un cadre socialiste. Les frères Kouachi et Coulibaly étaient français. Ce sont bien des terroristes venus de l'intérieur du pays et, le 11 janvier, il faut avoir le courage de dire que, si toute la France a manifesté, il manquait beaucoup de jeunes des banlieues. Il faut ouvrir les yeux sur ces sujets et les affronter.* "

Pour cela, le premier ministre entend aussi s'appuyer sur la défense " *absolue* " de la laïcité : " *puisque'on nous attaque à cause d' - elle - , revendiquons-la* ", a-t-il lancé. Il compte enfin sur la " *mobilisation totale* " de l'éducation nationale, car " *la République n'est pas possible sans l'école* ". " *Il y aura un avant et un après* ", a lancé en conclusion M. Valls, qui semble n'avoir plus désormais qu'une seule obsession : " *rester fidèle à l'esprit du 11 janvier 2015* ".

Bastien Bonnefous

© Le Monde